

DÉCLICS

et des claques

#17
mars
2014



OXFAM
Magasins du monde



**DES MONNAIES ALTERNATIVES
POUR REPENSER LE TRAVAIL**



**ALLEMAGNE - BANGLADESH :
PRESSIONS MAXIMUM
SUR LE SALAIRE MINIMUM**



COMMERCE ÉQUITABLE ET TRAVAIL DÉCENT

**NE LAISSONS PAS LES DROITS DES TRAVAILLEURS
PARTIR EN LAMBEAUX !**

SOMMAIRE

 **NEWS** 3

 **DOSSIER**
Travail décent - le droit des
travailleurs mis en jeu..... 4

Vers une mondialisation
du travail décent 6

 **CHEZ VOUS**
L'épi, une monnaie locale
pour changer la société..... 8

 **C'EST POSSIBLE !**
Des monnaies alternatives
pour repenser le travail..... 9

 **REGARDS CROISÉS**
Allemagne - Bangladesh :
pressions maximum
sur le salaire minimum 10

 **NOS PARTENAIRES**
Maï Vietnamese Handicrafts :
une association à l'écoute
des populations 12

 **ZOOM**
Pourquoi à Prato le Made in Italy
est-il devenu chinois ? 14

 **DÉCALÉ** 15

ÉDITO

L'HISTOIRE DE SOPHIE, UNE FEMME QUI SE BAT POUR SES DROITS

C'est l'histoire de cette voisine discrète, que vous croisez parfois sans bien la connaître. Avec son salaire, elle ne peut se permettre que le strict minimum. Même se nourrir et soigner ses enfants devient un luxe. Au travail, elle tombe régulièrement en syncope, épuisée par le rythme effréné qu'on lui impose. Alors Sophie a décidé de se battre, de réclamer ses droits.

Sophie s'appelle en réalité Rikta, Nandini ou Ambreen et vit en Asie. On ne la connaît pas, mais elle fait pourtant partie de notre vie : c'est elle, parmi tant d'autres, qui fabrique les vêtements que nous portons. Comment se fait-il que son histoire nous effleure à peine l'esprit lorsque nous nous ruons dans les boutiques, lors des soldes, pour dénicher la bonne affaire ? Et pourquoi le sort de ceux et celles qui fabriquent nos vêtements n'éclate-t-il au grand jour qu'à la suite de catastrophes avec morts et blessés à la clé ?

Dans ce numéro spécial de Déclics sur le travail décent, vous découvrirez que cette lutte est encore loin d'être gagnée. Oxfam porte naturellement ce combat, qui est aussi celui du commerce équitable. Et vous propose d'y participer, notamment en interpellant les candidats aux élections !

Roland d'Hoop

POUR EN SAVOIR PLUS

Découvrez l'histoire de Sophie dans un petit film, et signez son appel en faveur du salaire minimum vital :

<http://oxf.am/wgg>

Voir aussi le très intéressant web-reportage « Est-ce là le prix de nos t-shirts ? » de Marc Molitor et Patrice Hardy : <http://tinyurl.com/pdj2yzu>

DÉCLICS : L'AVENTURE CONTINUE SUR FORMAT NUMÉRIQUE!

Malgré le succès de la version papier, nous avons décidé d'évoquer vers une version numérique. Pourquoi ? A la fois pour des raisons budgétaires (nous n'avons hélas pas le budget pour couvrir les frais d'impression), environnementales (moins de papier) et pour des raisons de modernité : nous voulons un magazine en phase avec son époque, où l'on pourra d'un simple clic compléter la lecture d'un article avec une vidéo, une infographie, un témoignage d'un partenaire,... N'hésitez pas à réagir ou à nous proposer des idées. Nous vous donnons rendez-vous en septembre avec un nouveau projet. D'ici là, n'oubliez pas de vous inscrire à notre newsletter pour rester informé sur www.omdm.be/newsletter

Rédaction:
Magazine d'Oxfam-
Magasins du monde
n°17 - mars 2014
Paraît 3 fois par an.

Comité de rédaction:
Rédacteur en chef :
Roland d'Hoop-
Conseiller à la rédaction :
Saâd Kettani
Ont contribué à ce
numéro : Olivier Bailly,
Roland d'Hoop, Patrick
Veillard, Catella Willi,
Chloé Zollman.
redaction@mdmoxfam.be
www.omdm.be/declics

Editeur responsable :
Pierre Santacatterina,
Oxfam-
Magasins du monde,
285 rue Provinciale
1301 Wavre.

Graphisme :
Manuela Riozzi
www.h2so4studio.com

Illustrations :
Coiffeurs pour Dames:
JBGG, Jurg, Yuio et Olivier
Van Vaerenbergh
www.coiffeurspour-dames.com

© cover : photo achACT
Imprimé sur papier
recyclé et FSC.

Ce magazine est réalisé
avec le soutien de la
Direction Générale
de la Coopération au
Développement.

LA COOPÉRATION
BELGE AU DÉVELOPPEMENT 



« TOUS DES GLANDEURS ! »



6 À 8 MILLIONS D'EUROS

Dans l'Empire du milieu, les chiffres parlent d'eux-mêmes ! Selon l'ONG China Labor Watch, la multinationale « Mattel » (détentriche de la marque Barbie®) cumulerait près de 6 à 8 millions d'euros de salaires et de cotisations sociales impayés. Sans commentaires.

Pour en savoir plus : Barbie ouvrière, le modèle préféré des multinationales www.achact.be

UN MANUEL D'AGRICULTURE RESSUSCITÉ

Pourquoi recourir aux OGM et autres produits chimiques, alors qu'on peut produire plus et mieux en puisant dans les savoir-faire de nos ancêtres ? Au XIX^{ème} siècle, des jardiniers parisiens avaient déjà réussi à produire des melons en avril ! Ils pouvaient même compter sur 8 récoltes en une année, en tablant uniquement sur des méthodes naturelles. Deux maraîchers parisiens s'inspirent aujourd'hui de leurs écrits pour promouvoir des micro-fermes, fonctionnant sans tracteur et où la rotation des cultures permet d'optimiser la production de légumes. Ces recettes d'une autre époque inspirent désormais bon nombre d'agriculteurs bio, jusqu'en Californie où l'on parle de « jardinage intensif à la française ». Plus d'infos : <http://tinyurl.com/llfse98>



C'est le nom de la campagne lancée par Présence et Action Culturelle et les Equipes Populaires. L'idée ? Combattre une vision simpliste et dangereuse : d'un côté les bons travailleurs (« ceux qui se lèvent tôt ») et de l'autre les mauvais (« ceux qui glandent »). Différents supports (journal, site internet) présentent ainsi les portraits d'une dizaine de témoins qui expliquent comment la vie les a bousculés. Cette campagne vise ainsi à démonter de manière pragmatique une série de stéréotypes tels que « Les chômeurs sont trop payés » ou « Le chômage c'est la faute aux étrangers ». Des pistes d'actions et des espaces de dialogue (via internet) sont également proposés.

Plus d'infos : www.tousdesglandeurs.be

TRAITÉ TRANSATLANTIQUE : MULTINATIONALES : 1. - ÉTATS : 0.

Intérêt général des travailleurs, droits sociaux ambitieux, égalités... Autant de concepts qui risqueraient de passer à la trappe si le traité transatlantique - qui vise à créer un marché unique entre l'UE et les Etats-Unis - devait être entériné. Dans sa forme actuelle, un mécanisme juridique permet en effet aux entreprises de traîner en justice les États dont la législation risquerait d'entraver leurs profits espérés. C'est à ce titre que Veolia poursuit l'Egypte suite à l'augmentation du salaire minimum légal. De quoi réduire à peau de chagrin la marge de manœuvre des États qui souhaiteraient légiférer dans l'intérêt des populations et non des multinationales.

Plus d'infos : <http://oxf.am/wNP>





TRAVAIL DÉCENT : LES DROITS DES TRAVAILLEURS MIS EN JEU



Chloé Zollman

Bangladesh, Italie, Cambodge... les catastrophes qui se sont récemment succédées mettent le doigt sur une évidence : les règles commerciales en vigueur favorisent les intérêts des multinationales, au détriment des droits des travailleurs. Doit-on y voir une fatalité ?

Non. A condition qu'il soit correctement régulé, le commerce peut devenir un outil de développement au service des droits humains et du travail. Les citoyens, producteurs, travailleurs et organisations qui composent le mouvement du commerce équitable en sont convaincus.

POUR DES COÛTS TOUJOURS PLUS BAS

La mondialisation néolibérale a permis la montée en puissance des multinationales face aux autres acteurs économiques que sont les États, les travailleurs, les producteurs et les consommateurs. Les impératifs économiques et la maximisation du profit sont ainsi devenus les principaux moteurs de l'économie globalisée, en prenant de façon croissante le dessus sur les droits humains. Au Nord comme au Sud, les travailleurs sont systématiquement mis en

concurrence au nom de la course à la compétitivité. Dans une économie basée sur l'avantage comparatif, l'une des dernières variables d'ajustement est le coût de la main-d'œuvre. Ainsi, tous secteurs confondus, de plus en plus de travailleurs se voient privés de leurs droits fondamentaux dans cette recherche effrénée de coûts les plus bas.

LE MONDE AGRICOLE MALMENÉ

Dans le secteur agricole, la mondialisation des échanges agricoles - qui préfigure dans de nombreux accords commerciaux - contribue à détériorer les conditions de travail des paysans. Ceux du Nord sont tiraillés entre quotas et course à la productivité. Ceux du Sud sont en concurrence avec les agriculteurs des pays occidentaux, quand ils ne se font pas expulser de leurs terres accaparées par des multinationales



Photo achACT. © LBL Will Baxter

en quête de nouveaux espaces pour cultiver des produits alimentaires destinés à l'exportation, produire des biocarburants ou réaliser des plus-values. De nombreux paysans sont ainsi poussés à migrer, pour éventuellement devenir - ô ironie - ouvriers agricoles dans les exploitations du Nord. Sans l'assurance que leurs droits du travail seront pour autant respectés.

DANS UNE ÉCONOMIE BASÉE SUR L'AVANTAGE COMPARATIF, L'UNE DES DERNIÈRES VARIABLES D'AJUSTEMENT EST LE COÛT DE LA MAIN D'ŒUVRE.

LA SURCONSOMMATION EN LIGNE DE MIRE

Dans l'industrie, notamment textile, les conditions de travail sont le plus fréquemment dictées par les besoins de surconsommation des populations du Nord. Accès privilégiés à certains marchés, accords d'investissements, réglementations sociales peu contraignantes... tout est fait pour favoriser la consommation, à coup de prix bas, de mauvaise qualité et de

travail indécent. Sous la pression des marques et face à des gouvernements peu regardants, les travailleurs ne disposent que d'un espace très limité de négociation. Les récentes manifestations des travailleurs de l'habillement au Cambodge, violemment réprimées par la police (4 morts et de nombreux blessés), l'ont encore démontré.

CHRONIQUE DE SUCCÈS ANNONCÉS !

AUX QUATRE COINS DU GLOBE, DES MOBILISATIONS PARVIENNENT À FAIRE CHANGER LE COURS DES CHOSSES, MÊME SI CE SONT SOUVENT DES PROCESSUS DE LONGUE HALEINE.

ALLEMAGNE

En Europe, les choses bougent également. L'Allemagne a enfin adopté un salaire minimum national qui s'appliquera aussi aux travailleurs migrants (voir p. 10).

SALAIRE VITAL ÉQUITABLE

De son côté, la multinationale H&M a annoncé en décembre 2014 qu'elle souhaitait appliquer progressivement, pour l'ensemble de ses sous-traitants, un salaire vital équitable. Cette nouvelle stratégie d'H&M pourrait être une étape significative vers le respect des droits des travailleurs de la confection, pour autant que la multinationale garantisse la liberté d'association

et qu'elle utilise des critères fiables pour déterminer le salaire vital (en se basant par exemple sur les critères de l'Asia Floor Wage).

NÉGOCIATIONS REPOUSSÉES

Même les accords de libre-échange peuvent être contrés ! Dévoilées en 2001, les négociations de la Zone de libre-échange des Amériques ont depuis lors été repoussées suite aux vives protestations des mouvements sociaux. En 1998 l'Accord multilatéral sur l'investissement avait lui été abandonné suite à une vague de protestations sans précédents quelques années plus tôt. De quoi s'inspirer pour le traité transatlantique ? (voir brève p. 3).

BANGLADESH

La catastrophe du Rana Plaza en avril 2013 au Bangladesh a provoqué un électrochoc parmi l'opinion internationale, d'autant plus qu'elle allongeait la liste des accidents mortels survenus dans ce pays. Une pétition de plus d'un million de signatures a poussé 31 marques à s'engager pour garantir la sécurité des bâtiments d'usines au Bangladesh. Concernant l'indemnisation des victimes de la catastrophe, les choses s'avèrent plus compliquées : seules quatre enseignes (Primark, Loblaw, Bonmarché et El Corte Ingles) ont accepté de signer un accord avec les organisations syndicales, afin d'alimenter un fonds d'indemnisation qui devrait atteindre 40 millions de dollars. Il est clair qu'il faudra maintenir la pression pour arriver à cette somme.



© EPA-Abir Abdullateh

VERS UNE MONDIALISATION DU TRAVAIL DÉCENT

Quand on évoque le commerce équitable, on pense avant tout aux critères économiques que sont les prix ou les salaires justes. C'est oublier pourtant qu'il existe également des critères sociaux qui garantissent de meilleures conditions de travail. Critères qui peuvent servir d'inspiration pour des règles et pratiques commerciales plus respectueuses des travailleurs.

Patrick Veillard

Dans la plupart des labels équitables (ex. Max Havelaar), ces critères sociaux se basent principalement sur les conventions de l'Organisation Internationale du Travail (OIT). Correctement implémentés, ils permettent de garantir un minimum de droits, tels que la liberté syndicale, le droit à l'organisation et à la négociation collective, l'abolition du travail forcé et des enfants ou encore la lutte contre les discriminations (plus particulièrement chez les partenaires en contact direct avec les organisations de commerce équitable).

Beaucoup d'organisations proposent également des bénéfices sociaux complémentaires. Par exemple, notre partenaire CORR – The Jute Works au Bangladesh garantit à ses travailleurs des plans d'épargne ou de microcrédit, des congés maternité, une assurance santé, etc. Ce type d'aides sociales complémentaires n'étant pas garanti par la loi bangladaise, elles permettent à ses membres et à leurs familles de travailler et vivre de manière plus décente que la majorité de leurs compatriotes.

Surash Mittal, Pushpanjali (Inde) : « Dans notre atelier, nous sommes très exigeants en ce qui concerne les infrastructures. Les artisans doivent bénéficier d'une installation électrique conforme, avec de bons câblages. Ils doivent utiliser des masques et des gants. Pushpanjali veille à fournir de meilleures conditions de travail que celles des autres entreprises ».



© Fairtrade Connection



Durga Bhattarai (travailleuse chez ACP, Népal) : « Ici, nous disposons de quelques avantages. Nous avons un congé de maternité de 3 mois. Pour moi, c'est le plus important. Nous bénéficions également de prix avantageux pour le repas de midi et d'allocations pour nos enfants qui vont à l'école ».

UNE GOUTTE D'EAU DANS UN OcéAN D'INJUSTICE

Ainsi, à l'échelle d'une organisation, le commerce équitable permet de garantir les droits des travailleurs au travers d'une série de normes sociales. Plutôt que d'imposer ces normes, ce qui pourrait s'avérer difficile, voire impossible, dans certains pays (et s'apparenter à du protectionnisme), des moyens financiers (prix / salaires plus justes, etc.) sont également proposés pour permettre ou faciliter leur mise en place.

Dans ce cas de figure, les travailleurs bénéficient d'un outil de **développement durable complet**, qui réunit un maximum d'éléments ca-

pables de favoriser le progrès social. N'est-ce pas comme cela que devrait fonctionner l'ensemble du commerce mondial ? Une économie au service des droits humains avant tout ?

Dans l'état actuel des choses, après des décennies de politiques libérales synonymes de montée des inégalités et de destruction des programmes sociaux, nous en sommes très loin. D'autant qu'il ne faut pas se leurrer : le commerce équitable ne représente qu'une simple goutte d'eau dans un océan d'injustices. A titre d'exemple, il suffit de comparer le chiffre d'affaires de l'ensemble du secteur équitable (estimé à environ 5 milliards d'euros en 2011), avec le seul secteur de l'industrie textile du Bangladesh (près de 14 milliards d'euros d'exportations en 2013). Au vu de ces chiffres, il est évident que le commerce équitable n'a qu'une influence très limitée sur le droit international du travail.

QUEL AUTRE OUTIL QUE LE COMMERCE ÉQUITABLE, AXÉ SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET S'APPUYANT SUR LES FORCES DU MARCHÉ, EST-IL TESTÉ À UNE TELLE ÉCHELLE ?

UNE VALEUR EXPÉRIMENTALE POUR LES ENTREPRISES

D'un autre point de vue pourtant, le commerce équitable possède un atout de taille : il porte en lui une **grande valeur expérimentale pour les entreprises**. Quel autre outil aussi intégrateur, axé sur le développement durable, et s'appuyant sur les forces du marché, est-il testé à une telle échelle ? A condition d'être correctement implémenté et de ne pas servir de leurre marketing, le commerce équitable permet d'expérimenter de manière concrète la construction de chaînes d'approvisionnement durables, et donc des critères liés au droit du travail. La nouvelle stratégie de Fairtrade International pour les droits des travailleurs illustre cet aspect. Confrontée à d'occasionnelles violations des droits du travail dans ses plantations certifiées, l'organisation a choisi de remplacer le traditionnel processus 'standards + audit' par une approche plus participative, impliquant davantage de dialogue social, le renforcement de la liberté d'association, la progression balisée vers un salaire vital, etc. Cette progression vers des standards de travail élevés peut avoir un caractère exemplaire pour les autres acteurs commerciaux.

UNE SOURCE D'INSPIRATION POUR LES RÈGLES DU COMMERCE MONDIAL

Au-delà de cette valeur expérimentale, les critères du commerce équitable pourraient également être une source d'inspiration pour les normes du commerce mondial en matière de droit du travail. Dans un contexte de stagnation des négociations multilatérales et de multiplication des traités commerciaux bilatéraux, le risque est grand de voir que certains pays acceptent de revoir à la baisse leurs normes socio-environnementales afin d'accéder à certains marchés. Ainsi, le fameux traité transatlantique

(TTIP) ne comporte pas à l'heure actuelle de chapitre spécifique sur le respect des droits du travail, ce qui laisse la porte ouverte à une mise en concurrence accrue des travailleurs entre l'UE et les USA (sans même parler des conséquences sanitaires, ex. poulet à la chlorure, OGM, viande aux hormones, etc.).

ENGAGEMENT EUROPÉEN

A rebours de ces formes de dérégulation, il est crucial que l'Union Européenne impose dans ses traités commerciaux des clauses de protection socio-environnementales, assorties de mécanismes de soutien pour les pays fragiles. Dans ce cadre, défendre le commerce équitable auprès de l'Union Européenne, via par exemple un vote informé lors des prochaines élections européennes, prend tout son sens (voir encadré).

ELECTIONS EUROPÉENNES :

C'EST LE MOMENT DE BOUGER POUR LE COMMERCE ÉQUITABLE !

Les élections européennes du 25 mai prochain offrent aux électeurs une occasion unique de lutter contre les injustices du commerce mondial et défendre les valeurs du commerce équitable. Pourquoi ? Parce que les Etats membres ont transféré la quasi totalité de leurs compétences en matière commerciale à l'Union Européenne. Dans ce contexte, Oxfam-Magasins du monde effectue un travail d'interpellation des candidats des 4 principaux partis (PS, MR, CDH, Ecolo). Le principal outil de ce projet, commun à plusieurs organisations équitables européennes, est un manifeste politique à faire signer par les candidats et regroupant une série de demandes clefs (lutte contre les violations des droits humains dans les chaînes d'approvisionnement, soutien aux marchés de commerce équitable, politiques commerciales pro-développement, etc.). Les autres outils développés incluent des témoignages de partenaires, des articles et analyses d'information, ainsi qu'une vidéo résumant l'ensemble de la campagne. Enfin, un débat public en présence de représentants des 4 partis aura lieu le 4 mars prochain: l'occasion de les interpeller sur leur vision en matière de développement et de commerce !

L'ÉPI

UNE MONNAIE LOCALE POUR CHANGER LA SOCIÉTÉ

Chloé Zollman



C'est à Meix-devant-Virton, dans une région où les prix de l'immobilier grimpent du fait de la proximité avec le Grand-Duché du Luxembourg, que l'Epi est né, au confluent d'une réflexion citoyenne sur la finance et d'un projet d'économie sociale. Morceaux choisis d'une aventure riche en rebondissements.

L'Epi s'est créé autour de l'épicerie coopérative l'Epicentre, une épicerie « classique » jusqu'à ce qu'elle soit reprise par des citoyens qui l'ont transformée en coopérative de consommateurs afin d'éviter sa fermeture (voir Déclics n°1). À côté de produits issus de la grande distribution, des produits locaux ont fait leur apparition. L'épicerie est même devenue le dépôt de plusieurs GAG (Groupements d'achats gaumais). Rapidement, l'euro, entaché par son caractère mondialisé et son lien avec la spéculation, n'a plus semblé compatible avec les motivations intrinsèques de l'Epicentre : soutien à la production locale, valorisation du commerce de proximité, accessibilité de produits locaux pour des collectivités. Il était donc temps de créer une monnaie complémentaire. Avec le soutien du Réseau financement alternatif, l'Epi a pu voir le jour et est aujourd'hui accepté dans 75 commerces et services (du boulanger au comptable, en passant par le psy et le magasin Oxfam !).

SOUTIENS PUBLICS AMBIGUS

Enthousiastes, des citoyens de la commune ont sollicité les pouvoirs publics pour bénéficier d'un appui. Les réponses sont encourageantes mais paradoxales. À la commune de Meix-devant-Virton, le soutien a été immédiat. La commune détient la moitié des parts de l'Epicentre. La province de Luxembourg, quant à elle, finance l'impression des billets sécurisés et intervient dans les frais de communication. Si les encouragements et soutiens sont nombreux, ni la commune, ni la province n'utilisent pourtant la monnaie : elles risqueraient en effet d'être rappelées à l'ordre par leurs autorités de tutelle si elles acceptaient que certaines taxes ou allocations soient payées en Epi. Mais entre-temps, la Région wallonne a alloué des subsides pour continuer le travail de plaidoyer au niveau communal. L'aventure continue...

S'ÉMANCIPER

Changer des euros en Epi, cela revient à se demander ce qu'est l'argent. C'est un des buts premiers de l'asbl : que le citoyen lambda se réapproprie cet outil central qu'est la monnaie et interroge les mécanismes de la finance telle qu'elle fonctionne aujourd'hui. Beaucoup d'énergie est donc consacrée à créer des événements (projections de films, animations, etc.) pour sensibiliser, informer le grand public. Le public est toujours présent, mais de là à changer d'habitude et utiliser les Epi couramment à la place de l'euro, il y a un pas souvent difficile à franchir. L'argent reste un tabou. Y toucher est souvent inconcevable.

CRÉER DE L'EMPLOI LOCAL ET NON-DÉLOCALISABLE

Initiée uniquement par des bénévoles, l'asbl l'Epi emploie maintenant deux employés. Cela reste un projet fragile car il repose sur une énergie surtout bénévole et dépend beaucoup du soutien des pouvoirs publics. La deuxième phase du projet serait de pouvoir soutenir financièrement des petits projets locaux. Au-delà des emplois générés, ou soutenus directement, l'Epi pourrait ainsi favoriser la création de nouveaux emplois au niveau local, comme cela a été observé dans d'autres régions où des monnaies complémentaires sont en circulation.



**AU MAGASIN DU MONDE – OXFAM DE VIRTON,
ON ACCEPTE L'ÉPI !**

**SIMPLEMENT PARCE QUE L'ÉQUIPE SOUHAITE
MONTRER QUE DÉFENDRE LE COMMERCE LOCAL
OU DE PROXIMITÉ N'EST EN RIEN UN REPLI SUR SOI.
LE PROJET IMPLIQUE UNE OUVERTURE AUX AUTRES,
ET TÉMOIGNE D'UNE SOLIDARITÉ AVEC
LES PRODUCTEURS LOCAUX ET DU SUD.**

MONNAIES ALTERNATIVES POUR REPENSER LE TRAVAIL

Les monnaies alternatives sont souvent associées à une redynamisation des échanges locaux, mais leur potentiel social n'est pas toujours mis en avant. Aperçu avec l'exemple des Systèmes d'échanges locaux (SEL) où la monnaie n'est pas sonnante et trébuchante.

Chloé Zollman



Faisant partie de la myriade d'initiatives communément appelées « de transition », ces projets naissent souvent de l'impulsion de groupements de citoyens ou d'organisations de la société civile. Autant de laboratoires citoyens où émergent et mûrissent prises de conscience, énergies créatrices de changement et remises en question du système économique dominant.

DES ÉCHANGES DÉLIÉS DU MARCHÉ DE L'EMPLOI

Aujourd'hui, peu d'échanges économiques ont lieu sans transfert d'argent. Et pour la plupart des individus qui y prennent part, cet argent provient d'un emploi rémunéré. Or, la conjoncture économique actuelle exclut une part grandissante de la population du marché de l'emploi, et par conséquent, de beaucoup de transactions marchandes.

À cet égard, les SEL font figure d'alternative fiable car ils fonctionnent sur base d'un crédit mutuel gratuit entre les membres d'une communauté définie, sous forme d'échanges de biens et de services. Avec le SEL, plus besoin de passer par la case « emploi rémunéré » pour participer à des échanges économiques ! Pour les personnes exclues du système dominant, et donc souvent privées d'une activité valorisée socialement, participer à un SEL permet de retrouver la confiance en ses compétences propres, et de recréer des liens sociaux.

MAÇON = UNIVERSITAIRE, TRAVAILLEUR = CHÔMEUR

Même s'il existe des variantes, le principe de base du SEL repose sur le fait qu'une minute égale une minute, diplômé ou non, avec ou sans emploi. Le temps de la banquière qui vous apprend à tricoter vaut celui du menuisier qui vous tire le tarot, ou celui de l'avocate qui débouche votre évier. Biens et services sont ainsi échangés sans tenir compte des hiérarchies dictées par le système dominant. C'est bien la question de la valorisation des différents types de travail qui est posée.

S'il remet en cause le système économique dominant, le SEL, comme les autres monnaies alternatives, ne crée pas pour autant de rupture avec ce système.. Il est complémentaire au système monétaire officiel. Néanmoins, le SEL reste le système le plus éloigné de notre conception courante de la monnaie, et il découple l'échange de biens et services des hiérarchies socio-économiques dominantes.

Un SEL près de chez vous ?

Rendez-vous sur

www.sel-lets.be/node/75.



MONNAIES ALTERNATIVES ?

Les monnaies alternatives sont des systèmes de paiement qui fonctionnent en parallèle à la monnaie officielle, à l'échelle d'un groupe de citoyens, d'une ville ou d'une région. Leurs formes varient, mais elles ont toutes pour objectif de pallier certains manquements ou dérives des monnaies officielles.

LE SALAIRE MINIMUM SOUS PRESSION MAXIMUM !

Roland d'Hoop et Chloé Zollman

La question du salaire minimum a été au centre des dernières élections en Allemagne. Au Bangladesh, le débat a été ravivé par la catastrophe du Rana Plaza (24 avril 2013) et par les manifestations brutalement réprimées de septembre 2013 (voir encadré). Et partout dans le monde, le spectre du « handicap salarial » est brandi pour remettre en cause les droits acquis. Le salaire minimum, une utopie ou un droit fondamental du travailleur ?



Kalpona Akter est directrice du CBTP, l'une des plus importantes ONG de défense des travailleurs du Bangladesh.



Thorsten Schulten est chercheur à l'Institut de recherche économique et sociale (Fondation Hans Böckler, Allemagne).

Quelle est la situation actuelle du salaire minimum dans votre pays ?

Thorsten Schulten : Auparavant, la plupart des travailleurs étaient protégés par des conventions collectives qui prévoyaient un salaire plancher. Durant la dernière décennie, toutefois, l'étendue de la négociation collective a constamment décliné. Face à cette situation, les syndicats allemands ont initié une campagne pour que soit introduit un salaire minimum statutaire, ce qui, après dix ans de luttes, a finalement abouti. Le nouveau gouvernement allemand a introduit un salaire minimum national de 8,5 euros de l'heure, qui prendra cours à partir de 2015.

Kalpona Akter : Le salaire mensuel minimum pour le secteur de l'habillement a été porté à 5 300 BDT (environ 50€) à la fin de l'année dernière. Ce qui est loin d'être un salaire décent ! Cela signifie donc que la majorité des travailleurs du secteur gagnent encore bien en deçà de ce qui est nécessaire pour couvrir leurs besoins de base. Nous craignons de plus que les patrons n'appliquent pas réellement le salaire minimum. Nous devons y être attentifs dans les prochains mois.

Cette question du salaire minimum est-elle au centre des revendications syndicales ?

Kalpona Akter : La lutte pour un salaire minimum décent dans le secteur de l'habillement continue d'être l'une des préoccupations majeures pour les syndicats. Au vu de la forte inflation et de la multiplication du coût de la vie par trois au cours des huit dernières années au Bangladesh, le salaire minimum ne cesse de devoir être réajusté. Cette augmentation de salaire ne survient qu'après des années d'opposition de la part des patrons et du gouvernement. Des dizaines de responsables syndicaux ont

À L'HEURE ACTUELLE, 7 DES 28 ETATS MEMBRES DE L'UNION EUROPÉENNE N'ONT PAS FIXÉ UN SALAIRE MINIMAL GÉNÉRALISÉ : DANEMARK, L'ITALIE, L'AUTRICHE, LA FINLANDE ET LA SUÈDE, CHYPRE ET L'ALLEMAGNE.

été emprisonnés parce qu'ils exigeaient un salaire minimum plus élevé. Beaucoup d'entre eux font encore l'objet d'accusations.

Thorsten Schulten : En Allemagne, depuis quelques années, la campagne pour un salaire minimum national compte parmi les préoccupations majeures des syndicats. Cette campagne était d'autant plus importante que les secteurs à bas salaires devenaient de plus en plus importants sur le marché de l'emploi allemand, englobant environ 1/5e des travailleurs.

Lorsqu'un pays impose un salaire minimum, n'y a-t-il pas un risque d'encourager des délocalisations vers des pays moins chers ?

Kalpona Akter : Nous avons toujours été confrontés à la possibilité qu'un acheteur ou une marque décide de retirer sa production d'une usine et/ou d'une région. Par conséquent, notre lutte pour un salaire minimum décent doit aller de pair avec l'exigence que les acheteurs établissent des relations de confiance sur le long terme, tant avec les usines qu'avec les autorités publiques.

Thorsten Schulten : Les salaires minimums en Allemagne concerneront principalement le secteur des services, au niveau local. Ce sont des secteurs qui ne sont donc pas délocalisables. La menace de la délocalisation provient souvent d'opposants au salaire vital dont les arguments sont dès lors idéologiquement orientés.

Est-ce intéressant pour les travailleurs et syndicats allemands que les travailleurs bangladais soient mieux payés ?

Thorsten Schulten : Au premier abord, on pourrait penser que cette question ne concerne pas les travailleurs allemands qui seraient surtout intéressés par des produits bon marché. Pourtant la plupart des travailleurs allemands sont prêts à payer un produit un peu plus cher si cela permet de garantir un salaire plus équitable pour les travailleurs d'autres pays. Par ailleurs, l'économie allemande repose lourdement sur les exportations. Ceci signifie que les travailleurs allemands dépendent du développement de la demande dans les autres pays, ce qui est fortement conditionné par les revenus des habitants.

Que répondez-vous à ceux (par exemple la Banque mondiale) qui soutiennent qu'un salaire minimum pourrait freiner le développement économique et amener des pertes d'emplois ?

Kalpona Akter : Toutes les expériences prouvent que cette excuse n'est tout simplement pas exacte. Un salaire minimum permet à des populations entières de s'engager comme travailleurs actifs et comme consommateurs dans leurs communautés, ce qui soutient le développement économique.

Thorsten Schulten : La majorité des études récentes en Allemagne ont également montré que le salaire minimum fixé via des conventions collectives dans certains secteurs n'a pas amené de pertes d'emplois significatives. Cette tendance est confirmée par des recherches internationales sur la question.

Suite à l'accident du Rana Plaza, pensez-vous que les multinationales de la confection aient pris conscience du problème ou ont-elles simplement voulu gérer les risques pour leur image de marque ?

Kalpona Akter : Chaque entreprise vous dira qu'elle soutient le salaire minimum et les lois du pays où sont fabriqués leurs produits. Pourtant, ces mêmes entreprises ferment les yeux sur les nombreuses lacunes lorsqu'il s'agit de mettre en pratique ces lois ou ce salaire minimum ! Aussi longtemps que nous constaterons que les marques n'assurent pas plus que le minimum, au niveau des mesures salariales et des mesures de sécurité, ce ne seront que des promesses en l'air.

Quels sont les mécanismes qui existent (ou devraient exister) pour que les législations soient correctement appliquées par les employeurs ?

Thorsten Schulten : Il est évident que tout travailleur devrait avoir droit à un salaire minimum décent. Il doit donc exister un mécanisme qui permette de faire respecter ce droit. Comme il n'est jamais aisé pour un travailleur, au niveau individuel, de faire valoir ses droits, il est crucial que les syndicats allemands aient le pouvoir de poursuivre en justice les employeurs qui ne paient pas le salaire minimum.

DES FEMMES QUI LUTTENT POUR LEURS DROITS.



20 septembre 2013. A Dakha et dans d'autres villes du Bangladesh. Des dizaines de milliers de travailleurs, parmi lesquels de nombreuses femmes, arrêtent le travail et sortent des usines de confection. Manifestations, affrontements, émeutes, attaques des ateliers qui fonctionnent encore... C'est une véritable éruption d'une colère trop longtemps contenue. Des milliers d'usines sont fermées pendant une semaine. Un mouvement mémorable pour faire augmenter le dérisoire salaire minimum légal et le faire atteindre un niveau qui garantisse un vrai salaire minimum vital. Sadia, collaboratrice au syndicat de la fédération de l'habillement au Bangladesh

(NGWF), a participé à ces manifestations. Elle répond aux questions de Marc Molitor, journaliste à la RTBF:

M. Molitor: «On a vu en Belgique, à la télévision, les images de ces manifestations où la police frappait les femmes. C'était très impressionnant».

Sadia: «Nous étions nous-mêmes impressionnées par ce que nous faisons. Nous voulons continuer à nous battre pour avoir un salaire minimum de 80€. Des femmes ont été battues, emprisonnées pour obtenir le salaire minimum. Le gouvernement devrait empêcher la police de nous battre. Il ne le fait pas. Il devrait satisfaire notre revendication».

Extrait de l'émission « Transversales » et du web-reportage « Est-ce là le prix de nos t-shirts ? », à voir ici : www.rtbmedia.be/~rtbinfo/Transbang.

Pour en savoir plus, voir aussi le site d'achACT : www.achact.be/salairevital.htm

UNE ASSOCIATION À L'ÉCOUTE DES POPULATIONS



Catella Willi

Fondée en 1990, Mai Vietnamese Handicrafts œuvrait à l'origine pour soutenir les populations marginalisées (femmes et enfants), via notamment un projet éducatif en faveur des enfants des rues. Depuis, cette Fondation a étendu ses activités pour englober d'autres enjeux politiques et sociaux.

Ho Chi Minh City est la ville la plus importante du Sud Vietnam. L'ancienne Saigon a douloureusement vécu la guerre du Vietnam qui s'est terminée en 1975. Après la guerre, des projets ont progressivement vu le jour pour répondre aux multiples problèmes de l'époque : femmes

seules avec enfants, jeunes dans la rue, pauvreté, populations déplacées,... C'est en 1990 que MAI HANDICRAFT est née au départ d'un atelier de couture. L'objectif était double : donner du travail aux personnes sans ressources et lutter contre l'exploitation des mineurs.



«Quand je travaillais à l'usine, je voulais obtenir un salaire plus élevé. Chez Mai Handicraft, nous pouvons obtenir un prix équitable, et nous pouvons mieux prendre soin de la famille, envoyer les enfants à l'école et acheter de quoi cuisiner pour la famille. Je préfère donc travailler ici qu'à l'usine. ».

*Ngo Thi Huynh Dung,
couturière chez Mai Handicraft
(source : Gepa)*

TRAVAILLER AVEC LES COUCHES LES PLUS DÉFAVORISÉES DE LA SOCIÉTÉ

Avec le temps, l'organisation a élargi la nature de ses initiatives et le nombre de personnes impliquées. Des paysans sans terre ont ainsi pu diversifier leurs activités et bénéficier de revenus supplémentaires en se consacrant à l'artisanat. Aujourd'hui, les bénéficiaires servent à financer des activités sociales comme la promotion des femmes, l'octroi de bourses d'études aux familles les plus défavorisées ou de crédits pour des projets communautaires, la construction de puits et la recherche de débouchés complémentaires (recyclage de papier et de plastique...)

COLLABORER AVEC D'AUTRES ASSOCIATIONS

MAI HANDICRAFTS compte aujourd'hui 140 femmes artisanes mais collabore aussi avec des groupes de producteurs (femmes et hommes) dans les régions voisines. Des collaborations se sont développées avec des associations qui sont plus enclines à rencontrer les besoins spécifiques des artisans et leurs familles. Ces actions vont du soutien aux minorités ethniques discriminées à des projets de conscientisation aux enjeux politiques et sociaux du Vietnam. Le problème du Sida a, par exemple, amené MAI HANDICRAFTS à travailler avec des organisations spécifiques tant pour les soins que pour la prévention.

Créée durant la période de l'immédiate après-guerre, cette organisation est parvenue à développer ses activités en répondant de mieux en mieux aux besoins des populations locales... Ainsi, la paix n'est pas encore synonyme de victoire mais de progrès et donc d'espoir...

<http://www.maihandicrafts.com/web/>



UN TRAVAIL DÉCENT, C'EST BIEN MIEUX QU'UN SALAIRE CONVENABLE...

MAI HANDICRAFTS respecte les critères de rémunération fixés par le gouvernement vietnamien, ce qui n'est pas le cas partout. La plupart des artisans reçoivent de l'organisation une rémunération plus élevée calculée sur le coût de la vie. Les heures supplémentaires ne sont pas obligatoires et sont payées une fois et demi de plus que la rémunération normale. Sans compter que l'organisation finance également les repas de midi. MAI HANDICRAFTS recourt le moins possible aux saisonniers afin de privilégier les contrats à plus long terme, et ainsi limiter le risque de précarité des travailleurs. Les bourses d'études, les crédits à taux réduits et les formations gratuites constituent des avantages pécuniers que les artisans apprécient.

POURQUOI À PRATO LE MADE IN ITALY EST-IL DEVENU CHINOIS?

À PRATO, EN TOSCANE, 50000 CHINOIS TRAVAILLENT DANS LE SECTEUR DU TEXTILE, DANS DES USINES "À LA CHINOISE". PLUS DE DEUX TIERS D'ENTRE EUX SONT ILLÉGAUX. EN DÉCEMBRE 2013, UN INCENDIE D'USINE CAUSE LA MORT DE SEPT OUVRIERS CHINOIS À PRATO. COMMENT EN EST-ON ARRIVÉ LÀ?



C'EST LA CRISE. POUR BOOSTER L'ÉCONOMIE, TOUT BON ÉLÈVE DU NÉOLIBÉRALISME VOUS DIRA QU'IL FAUT RÉDUIRE LES COÛTS DE PRODUCTION. COMMENT? EN ENGAGEANT DE LA MAIN-D'ŒUVRE BON MARCHÉ.

OÙ TROUVER CETTE MAIN-D'ŒUVRE? EN ASIE PAR EXEMPLE, OÙ L'ON TROUVE AUSSI DES TECHNOLOGIES EN POINTE ET UNE PROTECTION SOCIALE TRÈS FAIBLE.

APRÈS AVOIR BIEN DÉLOCALISÉ, LES MULTINATIONALES SE TROUVENT FACE À UN SOUCI: LES NOMBREUSES CATASTROPHES DANS LES ATELIERS DE PRODUCTION RÉVÈLENT AU GRAND JOUR CE QUE CACHE LA STRATÉGIE DU PRIX TOUJOURS PLUS BAS. PAS BON DU TOUT POUR L'IMAGE, ÇA!



CRISE ÉCONOMIQUE, CRISE ENVIRONNEMENTALE... DE PLUS EN PLUS DE CONSOMMATEURS PRIVILÉGIENT DES ACHATS LOCAUX ET/OU DES PRODUITS D'ENTREPRISES EUROPÉENNES, POUR CONSOMMER DE MANIÈRE PLUS RESPONSABLE.



COMMENT CONCILIER LES PRIX BAS ET LA DEMANDE DE PRODUITS LOCAUX? BON SANG, MAIS IL SUFFIT DE RELOCALISER LA PRODUCTION AVEC LA MAIN-D'ŒUVRE ASIATIQUE! C'EST AINSI QUE DU "MADE IN ITALY" EST PARFOIS DU "MADE IN ITALY BY CHINESE WORKERS IN CHINESE FACTORIES". UNE MAIN-D'ŒUVRE FACILE À EXPLOITER, VU LA PRÉCARITÉ DE SON STATUT ET DES LOIS SOCIALES RAREMENT FAVORABLES AUX TRAVAILLEURS MIGRANTS.

ET L'EUROPE DANS TOUT ÇA? ELLE LAISSE FAIRE. POUR LUTTER CONTRE LA CRISE, ELLE VEUT BIEN IMPORTER DE LA MAIN-D'ŒUVRE BON MARCHÉ, MAIS SANS LUI ACCORDER LES MÊMES DROITS QUE LES CITOYENS EUROPÉENS. ON VOIT LE RÉSULTAT...



MOI JE VEUX BIEN MAIS NON

La rubrique salariale post pubère de Johnny Bailly

C'était dans Le Soir du 27 décembre 2013. 300.000 ouvriers cambodgiens du textile réclamaient un doublement de salaire (de 80 à 160 dollars). Moins gourmand, le même jour, un certain belge, appelons-le Johnny, envoyait ses amis patrons flamands se scandaliser contre sa réduction drastique de salaire (de 1 million à 650.000 euros).

Sur le salaire de Johnny, une fois la déontologie et la business reality épuisées, reste la question pratique : à quoi vas-tu dépenser cet argent, Johnny ? Pourquoi pinailler sur 350.000 euros par an quand on en a gagné 11 millions en une décennie ? Personne n'osera te la poser, cette question, Johnny, parce que cela ne se fait pas. Mais je te la pose.

Tu as pu t'offrir une belle maison, une belle voiture, de belles vacances. Tu manges bien, tu dors bien, tu as assuré ton avenir et celui de tes enfants, qu'est-ce qui te manque au point que ces 350.000 euros soient cruciaux ? Si tu m'expliques que tu en as besoin, que tes fins de mois commencent le 15, je peux l'entendre, mais Johnny, tu sais, tu n'es pas un ange, on ne va pas te donner le bon dieu et ce fric sans confession.

Cela dit, Johnny, même si tu ne réponds pas, un patron dans le même journal a craché l'hostie : « On pourra trouver sans le moindre doute d'excellents profils pour diriger Belgacom ou bpost à ce prix-là. Le seul souci, c'est que l'on ne pourra pas empêcher ces patrons de comparer leur salaire avec ce qui est proposé ailleurs dans le secteur. »

Aaaaaaaahhhhh ! C'est donc ça. L'important, ce n'est pas un salaire en adéquation avec tes envies (tes besoins, reconnais-le, sont depuis longtemps comblés). Il s'agit d'obtenir un salaire en adéquation avec ton statut, ton grade, ta place présumée parmi les puissants. Au Cercle de Lorraine, discretos, entre patrons post pubères, on se compare les longueurs de fiches de paie. Allez, Johnny...J'en jaunis à l'idée.

Franchement...Considérer sa valeur à l'aune de son salaire...Qu'en est-il du prestige, de la notoriété, de l'éclat du métier, de la position sociale ? Johnny, t'es trop deep. Si tu croises Obama (+- 400.000 dollars par an) ou plus probablement Di Rupo (230.000), Johnny, tu vas vraiment leur expliquer que tu gagnes tes 350.000 euros en plus parce que toi, tu as de lourdes responsabilités ?

Allez Johnny, be good. Tu ne vois donc pas que la chose d'Etat, même Bpost, apporte aussi ses lettres de noblesse ? Fais comme Weismuller, Johnny, jette-toi à l'eau. En piscine hein. Tu goûteras au bain public.



SIGNEZ L'APPEL DE SOPHIE

EN FAVEUR DU SALAIRE VITAL



«Je veux que les femmes et les hommes qui produisent mes vêtements gagnent un salaire suffisant pour nourrir leur famille, payer leur loyer et vivre décemment.»

www.salairevital.be

ELECTIONS 2014 :

TROIS MOMENTS POUR RÉFLÉCHIR AUX ENJEUX
DU TRAVAIL DÉCENT ET DU COMMERCE ÉQUITABLE !

1 SE PRÉPARER À INTERPELLER LES CANDIDATS À PROPOS DES DROITS DES TRAVAILLEURS DANS LES CHÂÎNES DE PRODUCTION

LE 13 FÉVRIER À LOUVAIN-LA-NEUVE
LE 14 FÉVRIER À BRUXELLES
LE 15 FÉVRIER À NAMUR

Rencontre avec Bertha Gity Baroi de l'organisation de commerce équitable CORR – The Jute Works (Bangladesh), découverte et appropriation de la thématique, mise en situation.
En collaboration avec achACT

Infos et inscriptions : www.omdm.be/elections2014

2 DÉBATTRE AVEC LES CANDIDATS AUX ÉLECTIONS EUROPÉENNES : COMMENT METTRE LE COMMERCE AU SERVICE DES DROITS HUMAINS ET DU TRAVAIL ?

LE 4 MARS À BRUXELLES

Infos et inscriptions :
www.omdm.be/elections2014

3 INTERPELLER LES CANDIDATS LORS DES APÉROS POLITIQUES DU CNCD-11.11.11

LE 18 MARS À OTTIGNIES
LE 19 MARS À SAINT-GILLES
LE 20 MARS À NAMUR

Infos et inscriptions : www.cncd.be/elections2014